

DP: Verjüngung ja, aber Erneuerung?

Wer erwartet hatte, beim DP-Kongress am 9. Oktober werde die Partei einen Kurswechsel vollziehen und sich von ihrem opportunistischen und wirtschaftsfreundlichen Image lösen, riskiert eine Enttäuschung. Die neue Parteispitze wurde weitgehend im innerparteilichen Konsens festgelegt, nur für das Parteisekretariat liegen zwei Kandidaturen vor: Eugène Berger und Agny Durdu. Mit Anne Brasseur als erster Vize-Präsidentin wird es für den designierten Parteipräsidenten Claude Meisch schwer werden, die DP als fortschrittliche Partei zu profilieren ... vorausgesetzt, er wollte es.

Außen vor bleibt - trotz seines guten Abschneidens bei den Chamberwahlen - Charles Goerens, der immer die Wichtigkeit einer politischen Vision betont hatte. "Ich hätte mich mit Leidenschaft in der Parteispitze engagiert", so der ehemalige Umweltminister auf Nachfrage der woxx. Doch er habe nicht das Gefühl gehabt, es unter guten Bedingungen tun zu können.

Keine Extrawurscht mehr für Frauenpolitik

Groß dürfte die Freude beim ADR gewesen sein, als die Liste der neuen Chamberkommissionen veröffentlicht wurde. Vergeblich sucht man dort nämlich eine parlamentarische Kommission für Chancengleichheit. Dieses seit 1996 auf Initiative der Grünen bestehende Gremium wurde kurzerhand abgeschafft, das Ressort Chancengleichheit wurde stattdessen mit Familie und Jugend in einer Kommission zusammengefasst. Dies sei in Absprache mit der Familienministerin geschehen, erklärte Marie-Josée Frank (CSV), Präsidentin der besagten Kommission, gegenüber der woxx. Bei der ersten Kommissionssitzung am Dienstag forderten die Grünen nun, der Chancengleichheit wie gehabt eine separate Kommission zu widmen. Das ADR soll sich spontan dagegen ausgesprochen haben, wogegen DP-Abgeordneter Xavier Bettel den Antrag ausdrücklich unterstützte. Beschlossen wurde, die Frage noch einmal in die jeweiligen Fraktionen zu tragen und in der nächsten Kommissionssitzung eine Entscheidung zu treffen. In einem Einzelgespräch mit dem CSV-Fraktionspräsidenten habe sie das Thema bereits angeschnitten, so Frank. Und sie denke nicht, dass man sich auf den Weg machen werde, eine separate Chancengleichheitskommission zu schaffen. Die entscheidende Sitzung findet voraussichtlich in zwei Wochen statt.

Promis werben für Asti

"D'Asti brauch eis!" Mit dieser Sympathiebekundung rufen insgesamt neun bekannte Persönlichkeiten aus dem öffentlichen Leben Luxemburgs zur Unterstützung der Association de soutien aux travailleurs immigrés auf. An der Medienkampagne - auch in der woxx - nehmen unter anderem die Sängerin Raquel Barreira, der Filmkritiker Joy Hoffmann, der Historiker Gilbert Trausch, der Schauspieler Thierry van Werveke und der "zugkräftige" Performer Georges Christen teil. Im 25. Jahr ihres Bestehens weist die Ausländerhilfsorganisation auf bisher Geleistetes hin. Der Kampf für das Ausländerwahlrecht und die doppelte Staatsbürgerschaft, die Initiierung des Festival de l'Immigration und des Carnaval des Cultures sowie das Engagement für die "Sans-papiers" gehören dazu. Doch der Kampf geht weiter: Vor allem für ihre politische Arbeit ist die Asti auf Spendengelder angewiesen. Auch in Zukunft gilt es einiges zu bewältigen, so hat sich die Organisation nicht zuletzt die Hilfe für die AsylbewerberInnen auf ihre Fahnen geschrieben.

Polemik um Absicherung der Stromversorgung

Die Zufuhr zur heimischen Steckdose könne man nicht mit wohl gemeinten grünen Sprüchen absichern, dozierte der ehemalige LSAP-Energieminister Robert Goebbels in einem Tageblatt-Beitrag. Immerhin bescheinigte er den Grünen, "realistisch" geworden zu sein: Sie hätten eingesehen, dass man trotz alternativen Stroms nicht auf den traditionellen verzichten könne.

Robert Goebbels ziehe die falschen Lehren aus der Strompanne, konterten die Grünen in einer Stellungnahme. Ursache der Panne sei nicht die unzureichende Stromerzeugung gewesen, sondern die Profitgier der RWE. Indem der LSAP-Politiker das anders darstelle, mache er sich zum Komplizen der Atomlobby, so der scharfe Vorwurf der Grünen.

L'Europe doit se moderniser, affirme l'économiste André Sapir. Mais cela ne peut se faire sans un nouveau pacte social.

(photo: woxx)



ANDRE SAPIR

"Le social se traite au niveau national"

Un des sujets européens les plus en vue durant la présidence luxembourgeoise l'année prochaine sera la relance du processus de Lisbonne. Il s'agit d'objectifs formulés en mars 2000 au Sommet européen de Lisbonne: faire de l'économie européenne la plus compétitive du monde. Cela concerne aussi bien l'innovation technologique que les taux d'emploi. Les réformes proposées au nom de ce processus inquiètent les syndicats. Au Luxembourg, c'est le système de préretraite qui pourrait être remis en question. Le woxx a interrogé André Sapir, conseiller économique auprès de la Commission européenne, en visite au Luxembourg.

woxx: Pourquoi vouloir relancer le processus de Lisbonne?

André Sapir: Au Sommet de Lisbonne on s'est fixé des objectifs très ambitieux. Nous constatons aujourd'hui que nous sommes très loin de ces objectifs et que nous ne pourrions pas les atteindre en 2010. Une option serait d'abandonner le processus de Lisbonne. Il est vrai que 2000 était une année exceptionnelle en termes de croissance et que depuis, le vent a tourné. On pourrait dire: Nous avons été trop optimistes, ces objectifs ambitieux étaient déraisonnables, tournons la page.

L'autre option, c'est celle prise par les dirigeants actuels, c'est aussi la mienne: réaffirmer que les objectifs qu'on s'est fixés à Lisbonne sont non seulement les bons, mais sont absolument cruciaux pour l'avenir de l'Europe. Celle-ci a en effet besoin de se moderniser, de répondre aux défis des changements technologiques et de la globalisation et d'accélérer sa croissance. Mais en 2000, on s'est fixé des objectifs ambitieux sans se donner des instruments suffisants pour les atteindre. C'est ce qu'il faut faire maintenant.

A quels instruments pensez-vous?

Un des instruments est le budget communautaire. Cela a été mis en avant dans le rapport éla-

boré sous ma direction l'année dernière. Qui dit société de l'innovation, dit encouragement de la recherche, donc extension des crédits européens dans ce domaine. L'année prochaine, les états membres discuteront des perspectives financières. On ne pourra pas séparer les perspectives financières, d'une part, et Lisbonne, de l'autre - ces deux processus doivent converger.

Augmenter les crédits-recherche, est-ce suffisant?

Non, un autre instrument est le mécanisme de suivi du processus de Lisbonne. Il faut améliorer la mise en œuvre de la méthode dite de "coordination ouverte" car jusqu'à présent, elle n'a pas donné de résultats concrets. En théorie, c'est bien: on fixe des objectifs par pays, ensuite la Commission mesure la performance de chaque pays et compare les résultats obtenus par les états membres. Puis on tire les conclusions au sein du Conseil et chaque gouvernement profite de l'expérience et de la pression des pairs pour tenter d'améliorer sa propre performance. Améliorer la mise en œuvre signifie un renforcement des travaux de surveillance par la Commission et par le Conseil. Cela signifie aussi, sans doute, la désignation d'un ministre en charge de Lisbonne au sein de chaque gouvernement national.

L'agenda 2010 du gouvernement allemand est-elle exemplaire pour le processus de Lisbonne?

Tout à fait. Ce n'est pas par hasard que 2010 est aussi

l'année référence pour l'agenda de Lisbonne. Les deux agendas sont complémentaires. De toute façon le processus de Lisbonne doit être mis en œuvre avant tout au niveau national. Néanmoins il faut que les institutions européennes jouent un rôle de "facilitateur" et contribuent à l'avancement de l'agenda commun. Sinon, pourquoi s'être fixé des objectifs communs en 2000?

Si les mesures prises en Allemagne au nom de la compétitivité sont imitées par d'autres pays, ne risquez-vous pas un cercle vicieux, où les standards sociaux européens sont nivelés par le bas?

Pour moi il ne fait aucun doute qu'on doit prendre des mesures pour améliorer notre compétitivité. Il y a des mutations extrêmement importantes au niveau mondial. Tout le monde doit regarder cela en face - responsables politiques, dirigeants d'entreprises et leaders syndicaux.

Nous avons besoin d'un nouveau pacte social. Un peu comme celui de l'après-guerre: mettre en place un système qui crée de la richesse et la distribue de manière équitable. Cela a fonctionné jusqu'au choc pétrolier. Mais la crise du milieu des années 70 s'est prolongée à cause des mutations technologiques et de la globalisation. Nos systèmes sociaux et nos marchés du travail ont d'énormes difficultés à s'adapter, à retrouver un fonctionnement qui allie à nouveau création de richesse et équité. Or les systèmes de sécurité sociale sont très différents d'un pays à l'autre. Des pactes sociaux doivent être conclus au niveau de chaque pays, cela ne peut se faire au niveau européen, mais l'Europe peut aider, peut faciliter le processus.

Au Luxembourg, une des inquiétudes par rapport à Lisbonne concerne les mécanismes de préretraite. Lors de licenciements massifs, partir en préretraite permet d'éviter

le chômage. Mais cela fait baisser le taux d'emploi et est contraire aux objectifs de Lisbonne.

Le problème des préretraites se pose différemment selon les pays. A la question s'il faut mettre en place un système européen pour gérer ce problème, je réponds non. La diversité entre systèmes sociaux est trop grande, leur régulation doit être laissée aux instances nationales. Ceci dit, les systèmes de préretraite mettent en danger la soutenabilité du système social. Partir à la retraite à 55 ans, alors que l'espérance de vie dépasse 75 ans, cela coûte cher au système. Soit on finance ces retraites à travers la dette publique, ce qui déséquilibre les finances de l'Etat. Soit on fait appel aux générations suivantes, de moins en moins nombreuses. Les prélèvements sur les salaires augmentent, et la compétitivité des entreprises baisse.

Mais les départs à la retraite libèrent des emplois et réduisent le chômage.

C'est faux, le système de préretraite ne permet pas d'embaucher des jeunes. Il ne fait qu'augmenter le coût du travail, et décourager l'embauche. La préretraite dans des cas particuliers est une solution: plutôt que de mettre au chômage quelqu'un à 60 ans, qu'on le mette en préretraite. Mais je m'insurge contre l'extension de ce système à des entreprises qui ne sont pas en crise, soi-disant pour aider les jeunes. C'est une solution grave-ment myope.

On reproche au processus de Lisbonne de tout sacrifier à la compétitivité.

Au contraire, l'agenda de Lisbonne tente de combiner compétitivité et cohésion sociale. Il reconnaît que la sphère économique et la sphère sociale sont interdépendantes. Mais l'agenda économique est avant tout un agenda européen, tandis que l'agenda social est avant tout national. Il faut donc que l'on progresse sur deux fronts en parallèle: sur le front national, d'une part, et sur le front communautaire, de l'autre.

Cet équilibre entre réformes économiques et réformes sociales, entre compétitivité et cohésion sociale, requiert un effort pédagogique et politique. Les leaders politiques, syndicaux et patronaux doivent créer les conditions pour que la modernisation nécessaire des structures économiques et sociales ne soit pas vue comme une tentative de détruire le modèle social, mais au contraire comme sa modernisation afin de préserver ses principaux acquis. C'est pour cela qu'il faut un nouveau pacte social. Comme l'expérience des pays scandinaves le démontre, on peut allier efficacité et équité, compétitivité et cohésion sociale.

Interview réalisée par Raymond Klein